

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE D 386

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

GUATEMALA: VIVE EMOTION APRES L'ASSASSINAT DE
L'AVOCAT LOPEZ LARRAVE

Plus de dix mille personnes ont assisté à l'enterrement de Me Mario López Larrave, membre du Conseil de l'Université nationale et avocat de syndicats ouvriers. Il avait été assassiné le 8 juin 1977 par quatre hommes armés de mitraillettes. C'est une illustration supplémentaire du climat politique régnant dans le pays (cf. DIAL D 381). En raison de la personnalité de la victime, cette nouvelle flambée de violence a provoqué une vive émotion dans le pays.

(Note DIAL)

1- DECLARATION DE L'UNIVERSITE SAN CARLOS DE GUATEMALA

Suite à l'odieux assassinat de Me Mario López Larrave, membre du Conseil supérieur de cette Université en qualité de représentant du Conseil des avocats, professeur titulaire de la Faculté des sciences juridiques et sociales, ancien doyen de cette même faculté, conseiller juridique auprès des organisations syndicales démocratiques du pays et personnalité aux grandes qualités intellectuelles et morales qui lui ont toujours valu de mériter l'estime et le respect des milieux universitaires, ainsi que de la population guatémaltèque dans son ensemble,

le Conseil supérieur de l'université déclare

1- Que ce nouvel acte de violence, qui a coûté la vie à un homme honnête et courageux, fait partie d'une campagne d'agression dirigée contre l'Université San Carlos de Guatemala dans le but de la faire taire et de la priver de son autonomie.

2- Que la vie professionnelle exemplaire de Me Mario López Larrave, avocat du travail ayant agi avec fermeté et intégrité pour la défense des ouvriers et des paysans, montre clairement d'où vient l'assassinat prémédité et perpétré contre lui.

3- Qu'est de notoriété publique la concordance entre des secteurs sociaux les plus rétrogrades et les plus antidémocratiques du pays, mettant en oeuvre des moyens caractéristiques, et certains cercles pseudo-universitaires, des organes de presse, de radio et de télévision, ainsi que des représentants typiques de partis politiques appelant à la violence organisée; et que ces secteurs sociaux ont, au cours des dernières semaines, déclenché une attaque sournoise et systématique contre l'Université San Carlos de Guatemala pour mettre un terme à son développement démocratique et réduire au silence sa voix dénonciatrice.

Qu'un événement comme l'assassinat de Me López Larrave est un acte de force affectant en profondeur une institution comme l'Université San Carlos de Guatemala qui s'est identifiée aux aspirations les plus légitimes et les plus profondes du peuple ainsi qu'à la défense des intérêts de la nation; qui a manifesté son refus de la dépendance étrangère et dénoncé constamment la condition misérable des masses populaires de Guatemala.

La mise en oeuvre d'un plan de répression par la classe dominante

Voici quelques jours, le 30 mai exactement, le Comité national d'unité syndicale (CNUS) avait dénoncé devant l'opinion publique l'existence d'un plan de répression élaboré par les capitalistes et les grands propriétaires dans le cadre de leurs organisations patronales; ils ont décidé de le mettre en application en se servant pour cela des organismes de répression et des méthodes bien connues du peuple guatémaltèque. Ce plan de répression contre les organisations de travailleurs a commencé d'être appliqué le 8 juin, avec l'assassinat du camarade Me Mario López Larrave. Nous sommes au courant de tout ce qui se prépare dans les entreprises pour démanteler les organisations syndicales et populaires. Nous savons aussi que ces préparatifs seront menés à terme.

Une mauvaise analyse de la part des appareils répressifs et de leurs dirigeants

Depuis longtemps, depuis plusieurs années, le camarade Me Mario López Larrave a été l'objet de menaces et d'intimidations de la part des appareils de répression. Sa conscience de classe, qui l'avait conduit à se mettre au service des travailleurs, et son abnégation dans la lutte ont fait que ces menaces et ces intimidations ne l'ont nullement éloigné des travailleurs; il se considérait comme faisant partie du monde du travail. Ces attaques contre lui étaient la conséquence d'une appréciation erronée de la situation, appréciation selon laquelle c'était le camarade López Larrave qui était à l'origine des conflits et de l'expansion du mouvement syndical. Aujourd'hui, face à la montée des masses laborieuses et à la prolifération des conflits du travail, la décision a été prise de l'assassiner, en croyant ainsi que le combat de la classe ouvrière sur le plan économique et la lutte syndicale allaient recevoir un coup d'arrêt.

Mais l'analyse des responsables de la répression dans le pays s'est révélée être une nouvelle fois erronée. La vraie cause de la lutte des secteurs populaires et de la classe ouvrière, c'est la situation économique, sociale et politique du peuple qui se résume en trois mots: misère, répression et oppression. Et ce combat - que les capitalistes et les grands propriétaires se le tiennent pour dit! - ne s'achèvera pas tant qu'il ne sera pas porté remède aux causes qui engendrent cette situation, tant que le système actuel d'exploitation et d'oppression ne sera pas changé.

La richesse inépuisable des masses ne peut être entamée par aucune répression

Il faut savoir que les masses engendrent leurs propres organisations, leurs propres dirigeants et même leurs propres conseillers juridiques. C'est une donnée de la vie sociale et si, aujourd'hui, disparaît de parmi nous le camarade López Larrave, il faut qu'on sache que les conseillers ne feront jamais défaut dans les conflits sociaux, que de nouvelles organisations syndicales et populaires feront leur apparition, et que les masses ne cesseront pas un instant de lutter pour leur libération, alors qu'elles subissent l'oppression à laquelle elles sont soumises.

Travaillons ensemble dans l'unité, d'autres camarades prendront la place du camarade Mario López Larrave. Sa mort ne fait que jeter davantage de crédit sur ceux qui l'ont provoquée et que les plonger dans un bain de sang, le bain de sang des hommes dignes, honnêtes et conséquents avec eux-mêmes.

4- Que l'assassinat de Me Mario López Larrave, tout comme celui d'autres dignes citoyens et gens de métier tels maîtres Adolfo Mijangos López, Julio Camey Herrera et Rufino Cabrera Guzmán, est une manoeuvre parfaitement grotesque, bien connue des milieux politiques qui cherchent à détourner l'opinion publique des problèmes de fond affectant la population; cet acte sanglant a également pour but de terroriser les forces démocratiques qui combattent pour la liberté d'expression de leurs idées.

5- Que la mort absurde et violente de Me Mario López Larrave manifeste on ne peut plus clairement le manque de respect des droits de l'homme dans notre pays; elle apporte la preuve que toutes les déclarations concernant les droits de l'homme sont dénuées de signification, ainsi que des organisations internationales l'ont déclaré à propos de notre pays, puisque les violations des droits de l'homme se produisent en dépit de déclarations qui ne sont finalement que pure rhétorique et qui ne sont destinées qu'à camoufler la situation déplorable dans laquelle vivent le Guatemala et les autres pays-frères d'Amérique latine.

C'est la raison pour laquelle, suite à ce crime cruel, il est peu probable que les autorités gouvernementales fassent preuve de diligence dans la clarification des faits et la punition des coupables, commanditaires et exécutants.

En conséquence, le Conseil supérieur de l'Université

1) lance un appel aux universitaires (professeurs, étudiants et gens de la profession), à leurs organisations représentatives, au personnel de l'université, aux ouvriers, aux paysans et à tous les citoyens pour qu'ils serrent les rangs autour de la défense de leurs droits, et pour qu'ils ne se laissent pas impressionner par ce nouvel acte sanglant qui endeuille aujourd'hui l'université et le peuple guatémaltèque;

2) décide trois jours de deuil pour l'université à compter de cette date, en hommage et à la mémoire de Me Mario López Larrave dont le nom vient s'ajouter à la longue liste des martyrs qui ont donné leur vie pour la défense des principes démocratiques et des droits de notre peuple.

Guatemala, le 9 juin 1977

2- DECLARATION DES SYNDICATS GUATEMALTEQUES

Suite au lâche assassinat de Me Mario López Larrave, le Comité national d'unité syndicale (CNUS) s'adresse aux travailleurs et à l'opinion publique pour dénoncer

UN NOUVEL ACTE DE REPRESSION CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Les groupes répressifs du système capitaliste actuel ont de nouveau ôté la vie à un membre de la famille ouvrière. Dans le cas présent, il s'agit d'un camarade qui est né dans la classe moyenne et qui, au temps de ses études, a embrassé la cause de la démocratie et de la justice. Cette trajectoire l'a amené, dans son métier, à se rapprocher de la classe ouvrière et des travailleurs du pays pour mettre ses connaissances et les meilleures années de sa vie au service des organisations syndicales et de la lutte de la classe ouvrière sur le plan économique. Bien que celui qui a aujourd'hui donné son sang pour la cause de la lutte ouvrière et prolétarienne soit seulement en rapport avec la famille ouvrière, nous tenons à dire que cet acte de répression vient s'ajouter à tous les autres subis à longueur d'années par les travailleurs de la campagne et de la ville.

Un sang généreux qui nous aide à renouveler notre engagement dans la classe ouvrière, avec les paysans et l'ensemble des travailleurs

Le sang de notre camarade Me Mario López Larrave rejoint celui des nombreux martyrs que le monde du travail occasionne dans tous les systèmes capitalistes quand il s'agit d'obtenir une vraie liberté et la fraternité entre les hommes. Il se joint au sang des autres martyrs guatémaltèques qui, dans la lutte, ont offert leur vie pour la cause la plus belle qui soit pour un homme: la cause de la classe ouvrière, la cause du prolétariat.

Avec le don de sa vie et de son sang que nous a fait Mario López Larrave à travers son combat, nous, ouvriers, paysans et travailleurs qui constituons le Comité national d'unité syndicale, nous jurons devant le peuple de Guatemala de ne jamais abandonner un instant le combat pour l'unité des travailleurs, le combat pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs, le combat pour une vraie liberté.

Merci, camarade López Larrave, pour l'exemple que tu nous donnes. Sois assuré que nous en serons dignes.

Comité national d'unité syndicale
Guatemala, le 8 juin 1977

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger 175 F
(avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249